

Travail parlementaire

L'activité à L'Assemblée, ce sont des débats publics, de nuit comme de jour, des séances en commission, des interpellations du Gouvernement. Je suis vice-présidente du groupe socialiste et, à ce titre, je coordonne le travail des députés socialistes membres de la commission des affaires sociales.

Lois sur le paquet fiscal, les retraites et la santé, le dialogue social et la réforme du temps de travail, les droits et devoirs des chômeurs, le service minimum d'accueil dans les écoles... autant de textes sur lesquels je me suis particulièrement impliquée, menant une opposition constructive mais résolue.



Avec Pierre Moscovici



Audition de Martin Hirsch

Libertés

Avec Edvige, le Gouvernement veut ficher les Français à partir de leurs opinions politiques ou de leur vie privée. C'est le dernier exemple d'une politique d'atteinte aux libertés fondamentales : tests ADN, état indigne des prisons surpeuplées et des centres de rétention pour étrangers, rétention de sûreté (enfermement à vie) sans jugement... Les socialistes ont obtenu l'encadrement de ces mesures, dangereuses.

Quant aux droits de l'Homme, la rupture a consisté à accueillir avec les honneurs Muammar Kadhafi et Bachar al-Assad et à se taire sur la répression en Chine ! Chacun jugera...

Retraites

Une réforme des retraites est nécessaire pour en garantir le financement. Mais cela ne peut se faire au détriment du niveau des pensions. La pression de la gauche a permis de les revaloriser, mais c'est très insuffisant alors que l'inflation galope ! Alors, une réforme, oui, mais juste : il faut tenir compte de la pénibilité du travail et favoriser le travail des plus de 55 ans. Sinon, comment cotiser plus longtemps ? Et il est urgent que les stocks options et autres revenus protégés contribuent fortement au financement de la retraite par répartition. Je resterai mobilisée.

Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est devenu une préoccupation majeure. Le coût du paquet fiscal entrave la relance économique : 15 milliards dilapidés par an, 13 000 ménages qui reçoivent en moyenne 16 000 € grâce au bouclier fiscal, mais 30 € seulement pour le minimum vieillesse ! Je me suis opposée, mais j'ai proposé : une conférence salariale pour les salaires, un chèque transport, la suppression des franchises, la revalorisation des aides au logement et une fiscalité sur l'essence modulée !

LGV

La ligne grande vitesse Sud-Europe-Atlantique, qui reliera Paris à Bordeaux, traversera notamment Chambray-lès-Tours, le Val de l'Indre et la vallée des coteaux. Je me suis battue, aux côtés des élus et des associations, pour que ce projet ne se fasse pas au détriment des riverains. Cela a permis des améliorations du tracé.

Mais il en faut encore. J'ai donc rencontré le ministre chargé des transports, pour demander que les élus locaux soient associés aux décisions, défendre une meilleure insertion paysagère, une limitation des nuisances, notamment sonores, et la participation des entreprises concessionnaires au développement local. Affaire à suivre...



Technicentre à Saint-Pierre-des-Corps



Maison de retraite de Ligueil



Foyer pour personnes handicapées « Arc-en-Ciel » à Truyes

Santé

Avec la franchise sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires, une étape a été franchie : en choisissant de taxer les malades, le Gouvernement met en cause les principes de la Sécurité sociale et pénalise les Français aux revenus modestes ou moyens.

Pour l'accès aux soins de tous, je combats les franchises, les dépassements croissants d'honoraires, les restrictions imposées à l'hôpital public. L'installation des médecins dans les cantons ruraux doit être favorisée, une meilleure prise en charge du vieillissement s'impose, en développant les soins palliatifs ou la lutte contre la maladie d'Alzheimer. Ce sera une priorité de mon action en 2009.

Internet

En Indre-et-Loire, près de 50 communes ne sont pas ou sont mal raccordées au réseau haut débit. Or, aujourd'hui, internet est aussi nécessaire que le téléphone fixe autrefois. Ce doit être un nouveau service public universel.

J'ai déposé un amendement à l'Assemblée pour que l'Etat garantisse le haut débit sur l'ensemble du territoire et fasse disparaître les zones blanches qui affectent des communes rurales. Une augmentation de la redevance payée par les opérateurs de téléphonie et d'internet permettrait cette extension. Je poursuivrai mon action en ce sens.



Proximité

Mon travail de députée, c'est aussi être sur le terrain, à votre écoute. Pour être au plus près de vos attentes, j'ai ouvert trois permanences, à Montbazou, Saint-Pierre-des-Corps et Loches.

Je veille à être présente dans chacune des 81 communes de la circonscription, et j'aime participer aux manifestations organisées localement, qui témoignent de la vitalité de nos territoires.



Repas champêtre à Betz-le-Château



Inauguration de l'avenue Minkowski à Chambray-lès-Tours



Fonderie d'Abilly

Environnement

Les socialistes ont mené une bataille homérique contre le projet de loi sur les plantes génétiquement modifiées. Les OGM actuellement cultivés ne présentent pas d'intérêt économique décisif sans apporter toutes les garanties nécessaires sur le plan de la santé et de l'environnement.

Le respect des structures agricoles et des écosystèmes locaux doit être assuré, en toute transparence. Je regrette donc que le Gouvernement ait fait voter un texte trop laxiste au moment même où il prétendait faire du Grenelle de l'environnement une de ses priorités. Où est la cohérence ?



Fête du 14 juillet à Charnizay



Rencontres folkloriques à Saint-Avertin



Foire aux escargots à Loches-sur-Indrois

Ecole

L'heure est à la provocation : 11 200 postes en moins à la rentrée 2008, classes fermées, options supprimées ! Les promesses de dédoubler les classes dans les zones d'éducation prioritaire, de favoriser les remplacements de courte durée ont débouché sur une approche purement comptable. Pourtant, il y a urgence : 120 000 jeunes sortent chaque année de l'école sans diplôme. Où est passée l'égalité des chances ?

Emploi

Le chômage menace et les trois quarts des embauches relèvent de contrats à durée déterminée ou de l'intérim. Le temps partiel subi et la précarité se développent : les choix du Gouvernement sur les conditions de travail sont inquiétants. Localement, je suis attentive à l'installation ou au développement des entreprises, partout sur le territoire.